

Il est regrettable que la rédaction de PIEDS- NOIRS - MAGAZINE d'Hier et d'Aujourd'hui, hormis son Directeur de publication Monsieur Jean -Marc LOPEZ (mal voyant temporairement) ne mentionne pas le nom du peintre (non disparu et toujours en vie), dont une partie du tableau à été utilisée pour la première page de la couverture de son numéro 242 « Juillet- Août 2018 », intitulé " Et nos disparus de la Guerre d'Algérie".

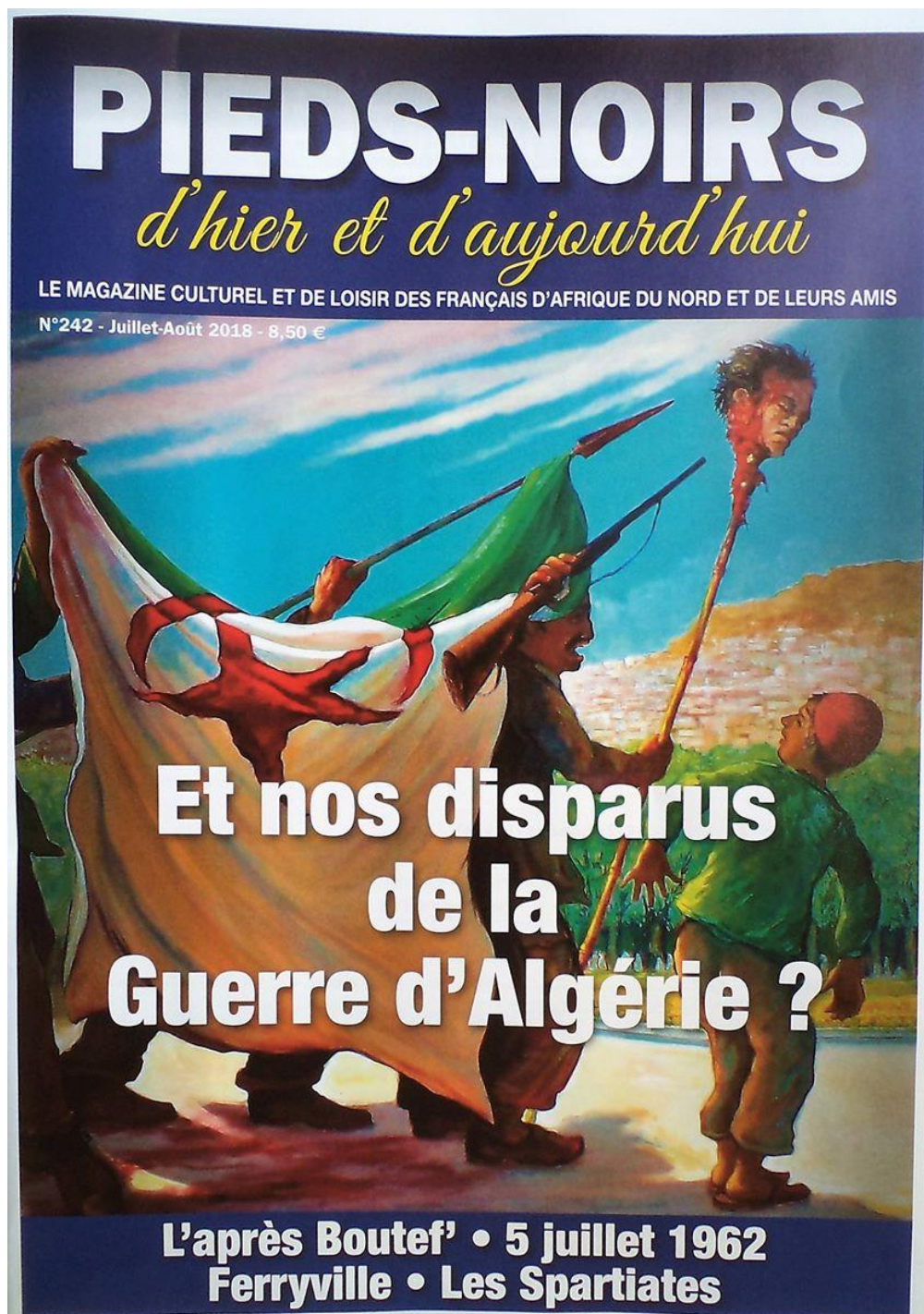
L'auteur de l'œuvre se charge donc de réparer cet oubli regrettable, en informant ses lecteurs, qu'il s'agit du peintre Jean-François GALEA, né en 1944 à Alger

Médaille d'OR section peinture à la Société des Artistes Français- Paris.

Le tableau présenté est intitulé : ORAN GÉNOCIDE - 5 Juillet 1962.

Œuvre exposée en 2019 au Grand Palais à PARIS.

JF. G



PIEDS-NOIRS

d'hier et d'aujourd'hui

LE MAGAZINE CULTUREL ET DE LOISIR DES FRANÇAIS D'AFRIQUE DU NORD ET DE LEURS AMIS

N°242 - Juillet-Août 2018 - 8,50 €



**Et nos disparus
de la
Guerre d'Algérie ?**

**L'après Boutef' • 5 juillet 1962
Ferryville • Les Spartiates**

COMITE DE PARRAINAGES

Mgr Bertrand LACASTE (+)
Jacques SOUSTELLE (+)
Général Edmond JOUHAUD (+) Marthe VILLALONGA

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET REDACTEUR EN CHEF

Jean-Marc LOPEZ
Cap d'Or, E2, Corniche de Sauviou
83140 Six Fours /
Tél : 04 94 07 74 61
Contact avec la rédaction concernant
articles, photos ou documents :
E-mail : jeanmarclopez@wanadoo.fr

EQUIPE REDACTIONNELLE Economie, Politique, Social

Fred ARTZ - Claude SAËZ

Histoire, Religion

Gisèle AMBROSINO -
Gilles SEBAG - Maurice VILLARD

Littérature

Isabelle CASANOVA

Cuisine

Mireille BORDOLI

Photos P.N.H.A.

Editions - Administration

Association LE FENNEC
www.piedsnoirs-aujourd'hui.com

Mise en page P. RAYMOND

Impression JF Impression

Routage

Routage 2000
Commission Paritaire
N° 0419G83971 - ISSN 125463217

Contact secrétariat pour les abonnements et publicités :

Association Le Fennec,
Résidence Cap d'Or, bâtiment E2
615, Corniche de Sauviou
83140 Six-Fours
04 94 07 74 61 - 06 86 81 24 58

Les articles de la revue sont publiés sous la
responsabilité de leurs auteurs et les articles
publiés ou non ne sont pas rendus.

SOMMAIRE

N°242 - Juillet-Août 2018

ACTUALITE

- 04 Edito - De Gaulle censure la Croix Rouge
- 05 Dossier - La bombe algérienne

CULTURE

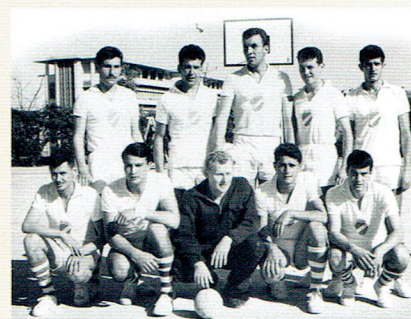
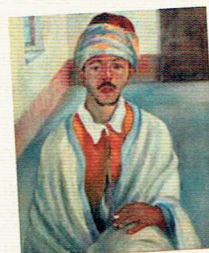
- 11 Association - Des nouvelles de l'Etat Pieds-Noirs
- 16 Anniversaire - Le difficile bilan des massacres du 5 juillet 1962
- 19 Association - Un nouveau président pour l'ADIMAD
- 22 Mémoire - Les Aigles noirs
- 24 Arts - René Levrel, une aquarelle orientaliste
- 28 Paysages - Ferryville, le petit Paris
- 34 Religion - La béatification des martyrs d'Algérie
- 36 Religion - La Halakha séfarade : entre tradition et renouveau

LOISIRS ET PAGES PRATIQUES

- 40 Sport - Les Spartiates d'Oran
- 42 Cuisine - Doulma aux courgettes et aux pommes de terre ; basbousa à la noix de coco
- 43 Mots croisés
- 44 Beaux textes - Non, je ne regrette rien
- 45 Humour - La ballade des légumes
- 46 Le mois prochain

PIEDS-NOIRS

d'hier et d'aujourd'hui



N°242 - Juillet-Août 2018



La Fédération des Deux Rives

La Paix pour seul Combat

L'Etat Pied-Noir

Le dimanche 29 octobre 2017, la « Une » du périodique le Midi-Libre annonce :

« **Coup de force dans le monde Pied-Noir, un Etat vient de se créer** ».

Cet excellent article du journaliste Karim Maoudj va déclencher une tempête en France et en Algérie.

Le journaliste précise immédiatement que les Pieds-Noirs viennent de se doter d'un Gouvernement Provisoire en Exil qui va demander son adhésion à l'Organisation des Nations et des Peuples non représentés (l'UNPO) afin d'entrer dans le concert des Nations Unies à New-York.

Si la plupart des observateurs pensent qu'il s'agit d'un coup de tête, c'est en fait un plan préparé depuis de nombreux mois, suite à une idée qui fut mise en forme pour la première fois par Félix Louis de Solliers né le 5 février 1845 à Alger, Professeur de droit devenu député d'Oran en 1882, décédé à Alger le 3 janvier 1910.

Ce visionnaire pied-noir a développé son idée d'un Etat des Européens d'Algérie de l'époque, indépendant de la France, dans le corps de son livre, « **L'Algérie Libre** », paru en 1895.

Un grand nombre de penseurs lui ont succédé sur cette idée, à savoir pour les plus contemporains, le philosophe Raymond Aron en 1957, le député Robert Hersant la même année, le général Jouhaud en 1960, l'économiste Jacques Gagliardi en 1961, l'étudiant Jean Sarradet la même année, le ministre Alain Peyrefitte toujours la même année, le chef de

France Résurrection à Alger René Villard en 1962, le général Gardy la même année, le président de Patria Nostra Jacques Villard en 1973.

C'est ce même Jacques Villard, co-fondateur du Front National des Jeunes Rapatriés (FNJR) et co-fondateur du Cercle Algérieniste que l'on retrouve à la tête d'un Cabinet confidentiel d'une quarantaine de personnalités Pieds-Noirs qui décident de donner les moyens à leur Peuple de prendre son destin en mains.

Pour ce faire, ils travaillent pendant deux ans sur la possibilité juridique de créer un Etat souverain qui pourrait permettre à ses citoyens de se faire reconnaître en tant que Peuple et Nation, mais également d'entamer les procédures internationales afin de faire respecter leurs droits.

C'est en septembre 2016, après avoir consulté un grand nombre de textes internationaux, que le Cabinet retient en particulier les 7 textes fondamentaux suivants :

La Convention de Montevideo (1933)

La Charte de l'Organisation des Nations Unies (1945)

La Déclaration universelle des droits de l'Homme et du Citoyen (1948)

La Constitution de la V^{ème} République française (1958)

Les Accords d'Evian (1962)

La Déclaration universelle des droits des Peuples (1976)

La Charte des Nations et des Peuples non représentés (1991).

Ces 7 textes définissent parfaitement les droits et les devoirs du Peuple et de la Nation Pied-Noir représentés par un Etat souverain doté de tous ses attributs, à savoir :

- un Conseil d'Etat
- un Chef d'Etat
- un Conseil des Ministres et son Président
- une Assemblée Nationale et son Président
- un Conseil de la Magistrature
- une Constitution
- une Doctrine
- une Devise
- des Armoiries
- un Hymne
- et diverses autres marques de la représentation étatique.

Les premiers textes avaient d'ailleurs été retenus dans la réflexion du ministre Alain Peyrefitte, dans son livre paru en 1961, « **Faut-il partager l'Algérie ?** » Alain Peyrefitte déclarait :

« *Tout vaut mieux que la mort d'un peuple* »

« Un génocide est le meurtre d'un peuple. C'est bien d'un génocide qu'il s'agit, si on admet que les Pieds-Noirs sont un peuple autant que les Canadiens français, que les Australiens et que ce peuple a ses racines en Algérie et non ailleurs. Les Pieds-Noirs forment un peuple original. Ils ont le droit d'être traités comme tels, à eux d'assumer les devoirs que créent ce droit ».

« Je suggère la création entre Alger et Oran d'un Etat totalement autonome voire indépendant ».

« Il faut favoriser la naissance d'une République où ils se sentent chez eux ».

« Oui, les Pieds-Noirs forment un peuple qui a sa singularité comme les Boers, les Néo-zélandais ou les Canadiens français. Le terme de rapatriés ne saurait leur être appliqué ».

Alain Peyrefitte s'était adressé à un certain nombre de spécialistes et notamment aux représentants de la France auprès des Nations Unies pour savoir si sa réflexion était correcte et s'il fallait effectivement envisager la création de cet Etat. Le plénipotentiaire lui répondit :

« C'est une façon inattaquable d'assurer le maintien sur le sol africain d'un million de Français qui ont le droit d'y rester ».

En fait, Alain Peyrefitte se rappelait la longue conversation que le président Israélien Ben Gourion avait échangée avec le général de Gaulle sur ce sujet en 1960, précisant au président de la République fran-

çaise qu'il devenait urgent de créer un Etat européen indépendant.

Si après les massacres, le génocide, l'exode et la dispersion qu'ils ont subis en peu de temps, les Pieds-Noirs n'ont pas pensé à cette possibilité de prendre leur destin en mains, c'est que leurs penseurs avaient disparus dans des conditions étranges pour ne pas dire brutales.

Robert Hersant fut considéré comme un traître à la cause nationale et menacé d'être poursuivi au titre de l'article 80 du Code pénal pour atteinte à la sécurité de l'Etat.

Le général Jouhaud fut le seul officier supérieur condamné à mort par un Tribunal d'exception.

René Villard fut assassiné.

Le général Gardy mourut au moment où il pensait transposer cet Etat dans le département d'Orán en Argentine.

Alain Peyrefitte, quand à lui, subit de nombreuses menaces, mais réussit à faire publier plusieurs tribunes libres sous forme d'articles dans différents journaux et revues qui furent repris au sein d'un ouvrage publié chez Plon en 1961 sous le titre : « Faut-il partager l'Algérie ? ».

Le Cabinet formé par Jacques Villard possédait donc tous les éléments assurant la légitimité et la légalité de la création de cet Etat. Ses amis et lui-même partirent à la rencontre d'avocats, de chefs d'entreprises, de professions libérales et d'une multiplicité de femmes et d'hommes pieds-noirs en activité ou à la retraite afin de leur expliquer les motifs et les objectifs de l'Etat.

Le samedi 1^{er} octobre 2016, à 10 heures, à Montpellier, débute une réunion plénière qui se termina par l'élection d'un Chef d'Etat (Maître Pierre Courbis), d'un Président de l'Assemblée Nationale (Christian Schembré) et d'un Président du Conseil des Ministres, mission qu'accepta immédiatement Jacques Villard qui jusqu'alors avait accompli son devoir de communication en tant que Chargé des Affaires Etrangères.

Les trois hommes multiplièrent des réunions publiques afin d'expliquer le sens de cette démarche et les objectifs à court terme qu'ils s'étaient fixés.

Le mercredi 19 avril 2017 à 10 heures, à Montpellier, lors d'une réunion au plus haut niveau de l'Etat, Maître Pierre Courbis et Monsieur Christian Schembré décident d'aller à la rencontre du peuple pied-noir par le biais d'une association française adaptée à la situation. Jacques Villard décide avec

l'assentiment de l'ensemble des ministres du Conseil et de son Cabinet particulier, d'amplifier l'action menée au nom de l'Etat Pied-Noir pour permettre à celui-ci de représenter comme il se doit le Peuple Pied-Noir.

Le dimanche 28 mai 2017 à 15 heures, à la Grande Motte, Jacques Villard rencontre l'astrophysicien Pierre Granès qui accepte, après mûre réflexion, de devenir le nouveau Chef de l'Etat. Les deux hommes demandent au Docteur Jean de Combredet d'assumer la présidence de l'Assemblée Nationale.

Si l'on devait à Maître Pierre Courbis d'avoir mis en forme l'Histoire du Peuple Pied-Noir et la création de l'Etat en tant que tel, le Professeur Pierre Granès fut l'artisan des Armoiries, de la Constitution, de l'Hymne et de la Doctrine avec ses principaux conseillers, le Président Jean-Claude Simon et le Colonel Gérard Berrier.

Cette mission fut usante pour le Chef de l'Etat qui remit sa démission à Jacques Villard le 6 novembre 2017 compte tenu d'engagements humanitaires et de problèmes de santé.

Jacques Villard assumait alors avec Jean de Combredet l'exécution des affaires courantes en attendant la mise en place de nouveaux responsables pour les plus hautes charges de l'Etat.

Ils décidèrent d'un commun accord avec le Conseil des ministres et le Cabinet d'experts d'annoncer le nouvel organigramme de l'Etat à l'occasion des cérémonies organisées à Nice pour la commémoration des massacres de centaines de Pieds-Noirs le 23

mars 1962 à Bab-el-Oued lors de la constitution du ghetto et le 26 mars 1962 à Alger lors de la fusillade de la rue d'Isly.

Le soir de ce 26 mars 2018, à Nice, le Porteparole de l'Etat annonça qu'avaient été élues, pour une durée de 7 ans, les personnalités suivantes :
Jacques Villard, Chef de l'Etat
André Delsol, Président du Conseil des Ministres
René Pico, Président de l'Assemblée Nationale
Jean de Combredet, Président de la Commission des Lois.

Les noms des Ambassadeurs Extraordinaires ayant rang de Ministres, des Consuls Honoraires, des Ministres et des Députés seront annoncés lors des vœux de janvier 2019 à l'Abbaye-Ecole de Sorèze dans le Tarn, cette même Grande Ecole Militaire qui fut celle du Maréchal Louis, Auguste Victor de Ghaisne de Bourmont, nommé par le roi Charles X, Général en chef du corps expéditionnaire qui débarqua sur le sol algérien le 14 juin 1830.

Les grands projets en cours sont l'entrée de l'Etat Pied-Noir à l'UNPO, l'acquisition du territoire sur lequel sera installée la première ambassade qui accueillera dans ses locaux les structures de l'Etat, la remise des premiers Certificats de Citoyenneté qui seront adressés à celles et ceux qui en feront la demande et qui permettront d'établir ultérieurement les cartes nationales d'identité pour les citoyens pieds-noirs.

Vous pouvez nous retrouver sur

<http://etat-pied-noir.eu>

<http://gouvernementpn.canalblog.com>

<https://www.facebook.com/gppn.af/>

Les Responsables de l'Etat Pied-Noir

A raison de un à deux responsables de l'Etat par parution, le magazine Pieds-Noirs d'Hier et d'Aujourd'hui présentera au fil des mois, les femmes et les hommes qui construisent la Fédération des Deux Rives depuis deux ans maintenant.

Jacques Villard

Chef de l'Etat



Président de la Fédération des Deux Rives
Président de l'Association des Pieds-Noirs
dans le Monde et leurs Amis
Président du SERES

Intendant général de l'Ecole Catholique, Royale et Militaire de Sorèze (ER)

Né le 7 janvier 1946 à Bab-el-Oued (Alger - Algérie)

Marié, 3 enfants

Demeurant 9 rue du Four à Faugères (34600)

Messagerie : jacquesvillard34@gmail.com

Téléphone : 06.43.12.09.35

Sa famille originaire de Franche-Comté est arrivée en Algérie en 1848. Elle a participé depuis l'époque à tous les grands événements qui ont marqué l'Algérie et la France.

Jacques Villard a poursuivi ses études au sein de la Faculté de droit et de l'Université de Montpellier 1.

Homme de devoir, Jacques Villard a effectué une carrière au sein de l'Armée de l'Air et des Services spéciaux de la Défense nationale.

Homme de gouvernance, Jacques Villard a été élu à plusieurs reprises au sein de structures territoriales.

Voyageur, Jacques Villard a effectué de longs séjours dans divers pays européens, africains et océaniques dans le cadre de missions humanitaires.

Homme de foi, Jacques Villard a su conduire un engagement religieux et philosophique en adéquation avec ses passions.

Homme de conviction, Jacques Villard s'est engagé dans de nombreux combats patriotiques au travers de la création associative et syndicaliste dans les secteurs économiques et culturels.

« La paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison ».A. Camus

Compatriotes Pieds-Noirs, rejoignez votre Etat Pied-Noir

Adhérez à l'association qui soutient son action

BULLETIN D'ADHÉSION 2018. Les Pieds-Noirs dans le Monde et leurs Amis

Siège social : 34000 Montpellier

Contact secrétariat : msvillard@gmail.com

Association n° W343021343 soumise à la loi du 1er juillet 1901
et au décret du 16 août 1901

Nom : Prénom :

Date de naissance :/...../..... Lieu :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Tél : Email :@.....

Je déclare souhaiter devenir membre de l'association et connaître l'objet de l'association : L'union des Pieds-Noirs dans le Monde et leurs amis pour son action de soutien à la Fédération des Deux Rives, Etat Pied-Noir en Méditerranée à souveraineté fonctionnelle, et accepte les statuts ainsi que le règlement intérieur qui sont mis à ma disposition par mail (sur demande) sous forme de fichier numérique.

Membre actif : cotisation annuelle de 10 €. Membre souscripteur UNPO : 90 €.

Membre bienfaiteur : don libre (unique, mensuel ou annuel).

Courrier et chèque à l'ordre de PNMA :

**Jacques VILLARD - PNMA – Rés. Le Carignan, Esc.A, n°121, 1171 rue Bugarel, 34000
MONTPELLIER**

Fait à....., le.....

Signature (Faire précéder de la mention "Lu et approuvé")

Un reçu comptable vous sera adressé en retour. Merci pour votre chaleureux et fraternel soutien.

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre adhésion. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous au secrétariat de l'association.